

# Lettre d'informations

mission transversale numérique des CEMEA Belgique



Mai 2020



LIBRE  
ÉDUCATION  
NOUVELLE

Pour un numérique libre, éthique et critique



## Sommaire

- Édito : Par numérique inter/im-posé ?
- Marchandisation de l'éducation : covid-19 un pas de géant
- Une application pour nous sauver de tous les errements d'une crise politique - Pister quand on ne peut pas dépister ?
- C'est le moment, c'est l'instant... d'implanter la 5G en Belgique
- La formation à distance ça fonctionne : tou-te-s en visio à l'avenir
- Zoom ou Zourit, la bataille du libre est lancée ou perdue ?
- Nos recommandations du mois : un outil, un article, un podcast, un film

## Édito : Par numérique inter/im-posé ?



Confiné-e-s depuis 7 semaines, nous sommes réduit-e-s, pour garder lien social et à nos activités, à vivre nos modes de vie par numérique interposé, en version dématérialisée. Télétravail, école en ligne, démarches administratives, courses, paiements sans contact, réunions familiales ou apéro-visio entre copain-ine-s, cours de sport, de yoga, de ceci ou de

cela... Il semblerait que tout soit transposable. Et que le numérique déjà envahissant se fasse peu à peu indispensable.

Outre l'aspect pratique, on notera également que cette explosion de l'usage numérique a fait la part belle aux outils propriétaires proposés par les Gafam, aux outils liés aux réseaux sociaux et que l'urgence de maintenir le lien de travail nous a bien souvent fait oublier toute notion de protection de nos données personnelles. D'autres questions politiques liées au numérique ont ressurgi de manière extrêmement forte : la marchandisation de l'éducation, la fracture numérique, les libertés individuelles, la surveillance de masse, le respect de notre vie privée, la mondialisation de nos données...

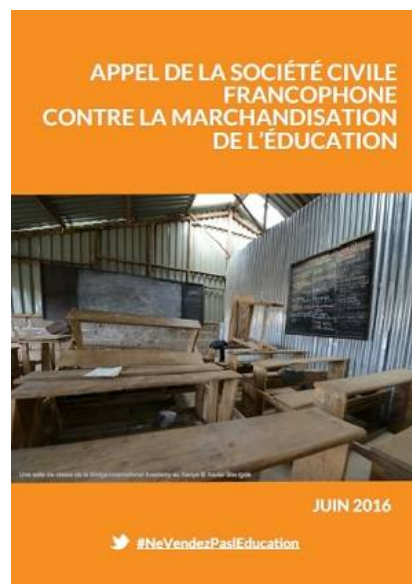
À l'heure où tout le monde se pose la question de « l'après », nous nous demandons ce qu'il adviendra de cette place décuplée du numérique omniprésent et sans balises, gagnée par la contrainte et la précipitation. Scellée par l'avènement de la 5G, elle aussi précipitée ? Les usages du confinement sont-ils en train de tracer la route d'usages dans le temps ? Et une autoroute pour les géants de la marchandisation du Big Data ? Si aujourd'hui on se rend compte que tout *peut* passer par le numérique, est-ce que demain tout *devra* passer par là ? L'essayer c'est l'adopter ? Pour l'école, la santé, la monnaie ? Comment garder un regard critique dans nos pratiques et l'environnement numériques au milieu de la contrainte et la précipitation ? La question se fait essentielle. Penser « l'après » en termes de « maintenant », car c'est à chaque moment, dans chaque réponse à la situation présente, que se dessine cet « après ». Ce que nous acceptons aujourd'hui au nom de l'urgence de la crise et de notre sécurité sanitaires c'est déjà l'après. Gardons la main sur nos choix.

---

## Marchandisation de l'éducation : covid-19 un pas de géant

Le sujet de la marchandisation de l'éducation fait partie de nos attentions depuis bien longtemps, depuis les conférences gesticulées de Franck Lepage et surtout depuis le long travail de la Fédération internationale des CEMÉA qui avait mené à [l'appel contre la marchandisation de l'éducation en janvier 2017](#). Depuis, nous portons souvent un regard critique sur tout ce qui nous mène irrémédiablement à cette « éducation de marché » : les officines d'aide scolaire, le marché scolaire et l'ouverture d'écoles privées, l'offre de plus en plus importante d'activités extrascolaires pour les populations privilégiées au détriment parfois de ce qui peut être proposé aux enfants moins favorisés... Depuis mi-mars c'est sans aucune retenue que cette marche vers la marchandisation de

l'éducation s'est transformée en course, avec l'aide de pas mal d'éducateur-trice-s, enseignant-e-s, parents, logopèdes... Tout le monde participe : c'est l'enseignant-e qui conseille à tous les parents de s'inscrire sur la plateforme « tout apprendre facilement » ouverte gratuitement le temps du confinement et qui par-delà même assure à cette plateforme sa future rentabilité ; c'est le parent qui, inquiet de la réussite de son enfant, l'inscrit à la plateforme payante de soutien scolaire en oubliant de faire confiance aux enseignant-e-s de son enfant ; c'est les pubs pour les cours de langue en ligne qui pullulent ; c'est l'organisateur-cire de stage de vacances, qui propose des stages de vacances (sic) en ligne... Tous les marchands du temple de l'éducation marchande semblent s'être donné le mot : il faut absolument profiter de la situation et nous sommes tou-te-s vulnérables, car ce



que nous acceptons « pour faire face à la situation » nous implique, transforme nos habitudes, nos valeurs... Serons-nous prêt-e-s à défendre, plus tard, individuellement la non-marchandisation de l'éducation ? Refuserons-nous d'inscrire notre enfant à la plateforme « apprentissage facile » après le retour à la normale ? Rien n'est moins sûr et la situation inquiète. L'école à la maison, avec l'aide des plateformes conseillées par les enseignant-e-s, n'est pas l'équivalent de l'école. Il y manque l'importance de la socialisation, du vivre ensemble... mais l'école se vend depuis bien trop longtemps sur le seul axe unique de la transmission des savoirs. Il se pourrait dès lors bien que certains parents ayant goûté à cette école « marchande » de l'école à la maison ne soient convaincus par l'offre alléchante de quelques plateformes numériques « d'accompagnement » des élèves dans leurs apprentissages efficaces à la maison.

Vigilance donc !

### Quelques liens pour aller plus loin :

- [L'appel de la FICEMEA contre la marchandisation de l'éducation](#)
- [Chronique de Bruno Devauchelle - Le Café Pédagogique](#)
- [La transition numérique s'accélère, les Gafam en profitent](#) – Histoires économiques / France Inter
- [Attention : risque majeur de privatisation de l'éducation mondiale !](#) – Solidarité Laïque

## Une application pour nous sauver de tous les errements d'une crise politique - Pister quand on ne peut pas dépister ?



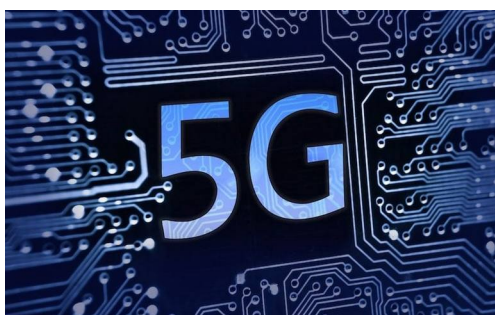
Depuis plusieurs semaines, on nous parle d'applications, de logiciels de tracking, de traçage des malades du covid, de données agrégées, d'anonymat de nos données... Le numérique est ici présenté, comme c'est le cas trop souvent, comme une panacée, une martingale absolue. La mise en place d'une application de traçage des malades du covid (et de tous les autres en fait) pourrait nous permettre de résoudre tous les autres manquements : oubliés l'absence de masque, de matériel de protection des soignant-e-s, de manque de tests... Comme vous pourrez le lire dans les textes proposés ci-dessous, une application « Stop covid » n'apporte aucune garantie quant à son efficacité sur la prévention de l'épidémie, par contre elle assure dans tous les cas la diffusion de données personnelles conséquentes. En 2013, les CEMÉA affirmaient dans un manifeste que « L'État doit assurer la santé publique et garantir le droit à la santé pour toutes et tous. Les CEMÉA

militent pour que la santé ne soit posée ni comme un produit de consommation ni comme un outil de contrôle social ». Cette affirmation résonne étrangement avec la situation actuelle, avec ce qui s'est vécu dans les hôpitaux, les maisons de repos ces dernières semaines. La fin de cette phrase est à mettre en lien avec les souhaits d'instauration d'une application de trac(k)ing jusqu'ici encore qu'évoquée ou plutôt lancée en sondage ? Serions-nous prêt-e-s aujourd'hui à voir se mettre en place, au nom de la santé, un outil de pistage inspiré des dispositifs de contrôle social déjà appliqués dans des régimes comme celui de la Chine ? Ce que nous affirmions en 2013, serait-il remis en question par la présence du covid en 2020 ou devons-nous rester attentif-ve-s à ce que sous couvert de santé publique, on ne nous « vende » pas la mise sous surveillance de chacun-e ? (Ce qu'Edward Snowden dénonçait dans les mesures du patriot-act faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001).  
Vigilance donc !

#### Quelques liens pour aller plus loin :

- « Il n'existe pas d'application capable de remplacer une politique de santé publique » - CNRS Le Journal
- Que fait-on déjà avec nos données mobiles ? Échange vie privée contre déconfinement ? - CQFD / La Première
- Pourquoi l'application StopCovid risque de ne servir à rien - Numérama
- StopCovid : le double risque de la "signose" et du "glissement" - Medium/Framablog

### C'est le moment, c'est l'instant... d'implanter la 5G en Belgique



En pleine situation de confinement, les journaux annonçaient ce 1<sup>er</sup> avril que Proximus entamait l'implantation des antennes 5G. Alors que certaines rumeurs évoquaient une corrélation entre la présence de la 5G et les zones les plus touchées par le covid, Proximus décidait d'entamer les travaux. Il est vrai qu'au vu de la situation, ils ne risquaient pas de voir manifestations et blocages de chantiers se dérouler dans les 30 communes choisies pour cette expérimentation. Seules possibilités dès lors pour les citoyen-ne-s de s'y opposer : l'interpellation par e-mail : soit de leurs communes (dont quelques-unes se sont déjà déclarées « hors 5G », soit en répondant à la **consultation publique express et discrète de l'IBPT** (dont la légalité de la procédure est contestée), ou en signant l'une des pétitions lancées en ligne. L'une d'elles a dépassé les 100 000 signatures en 10 jours avant d'être supprimée

par Change.org. Un mois après cette annonce et les premières installations, 1 000 acteurs et actrices de la santé, médecins généralistes, soignant-e-s (vous savez celles et ceux que l'on nomme « héros » dans d'autres colonnes de nos journaux) demandent, dans l'attente de véritables études sur les incidences environnementales et sanitaires de la mise en place de la 5G, un moratoire sur ces installations et appellent à la plus grande prudence autour de cette technologie selon un principe de précaution. Certaines régions où est déjà installée la 5G semblent connaître un taux de cancer du cerveau anormalement élevé. (voir article du journal « Le Soir » du 1er mai en lien ci-dessous). Certes nous sommes tenu-e-s par l'Union européenne de passer à la 5G dès 2020 et les campagnes des industriels du numérique et des télécoms laissent croire qu'on aurait tout à gagner des smart-cities, de l'« internet des objets », des communications à vitesse multipliée, et d'un monde d'hyperconnexion permanente. Mais la logique concurrentielle peut-elle primer sur le principe de précaution quand il s'agit de protéger la santé de la population ? La situation actuelle ne nous le démontre-t-elle pas assez ?

L'inquiétude ne s'arrête pas à la santé, la nôtre et celle de la biodiversité. Les questions de l'impact énergétique du déploiement de la 5G et du foisonnement annoncé d'objets connectés sont tout aussi préoccupantes. Et puis, quand villes, voitures, frigos et cafetières seront intelligentes, autonomes et connectées, sera-t-il encore possible de se déplacer et de boire son café sans être pisté-e-s, ou même hacké-e-s ?

Vigilance donc !

#### Quelques liens pour aller plus loin :

- [5 G une expérience de masse](#) – Vidéo d'Investigate Europe
- [Entre pétitions supprimées et consultation publique biaisée : pendant le confinement, le déploiement de la 5G s'accélère](#) – Alterechos
- Plus d'infos encore et des pistes d'actions sur [le site de la plateforme Stop 5G](#)

---

### La formation à distance ça fonctionne : tou-te-s en visio à l'avenir



La pandémie du covid a aussi d'autres conséquences. Elle a imposé à de nombreuses institutions un passage au tout numérique : les universités, les hautes écoles, les écoles secondaires, voire de promotion sociale sont passées aux « cours en ligne ». Certain-e-s y voient un intérêt certain : moins de déplacement, moins de pollution, moins de personnes dans les transports, moins



de frais pour les institutions... tout bénéfice. Ceci au point d'envisager de prolonger ce confinement en généralisant les cours à distances pour une série de formations. Comme dans deux espaces institutionnels de formation nous avons déjà été contactés pour « voir si nous pourrions proposer nos formations en ligne », il apparaît que nous devons nous positionner.

Considérer que l'enseignement en présentiel ou en ligne est le même et qu'il n'y a pas dès lors de besoin à faire déplacer les personnes, c'est affirmer que le cours ex cathedra (avec quelques interactions dans un espace de visioconférence) reste la seule manière d'enseigner. Comment pourrait-on être d'accord avec cela ? L'éducation nouvelle est née il y a 99 ans et à l'aube de son centenaire, il suffit d'un virus pour que toutes les belles directives pédagogiques liées à l'activité, à l'action de l'apprenant, à l'éducation active, volent toutes en éclats ! Un bon cours frontal par webcam, il n'y a pas mieux... pour ne laisser apprendre que celui qui sait déjà et dire des autres qu'ils-elles n'ont pas été assez attentif-ve-s. Le cours en visioconférence a été nécessaire et utile en cette période de confinement, mais comment des institutions qui ont en leur sein des départements de sciences de l'éducation peuvent y voir une solution « pratique » à maintenir une fois cette période révolue ?

Aux CEMÉA, nous défendons depuis près de 80 ans la formation résidentielle pour les animateur-trice-s de jeunesse, mais aussi pour le personnel de l'accueil extrascolaire, de la petite enfance... et nous le proposerions bien à d'autres professions si cela nous était possible parce que l'on sait tout le bénéfice que l'on peut tirer d'une expérience longue de vie en commun, bien plus que des cours magistraux tout aussi professionnels qu'ils soient. La présence physique en formation, le travail en petits groupes hétérogènes et différents en cours de journée est dans l'ADN de nos formations. Comment pourrions-nous dès lors vouloir faire de l'éducation active, du lien à distance avec du public que nous n'aurions pas rencontré au préalable ? Il va falloir dès lors une nouvelle fois réaffirmer que la rencontre réelle est indispensable à toute éducation et que sans celle-ci on ne pourrait pas parler d'apprentissage. Enseigner, apprendre ne peut-être une relation à sens unique, un déversement d'un savoir dans un autre.

Vigilance donc !

#### Quelques liens pour aller plus loin :

- [Philippe Meirieu : « Arrêtons de totémiser le numérique »](#) - Politis
- [Quand l'école confinée plaide pour l'école ouverte](#) – Aped

---

## Zoom ou Zourit, la bataille du libre est lancée ou perdue ?

Quelle période pour une mission autour de l'outil numérique ! Ils sont partout et tout le monde se trouve contraint à les utiliser, même les plus réfractaires en temps normal. Malheureusement, le confinement a souvent amené à utiliser très vite, trop vite, de nouveaux outils, que l'enseignant-e-s, les parents, les télétravailleur-euse-s lambda, l'élève, chacun chacune, nous aurions pris le temps de choisir en temps normal. Ce boum de l'usage des outils numériques aurait pu profiter aux logiciels libres s'il s'était fait de manière lente et réfléchi, ici même un outil aussi controversé que l'application de visioconférence zoom s'est vu devenir un outil de travail des enfants, des adultes, de tou-te-s. Là où les gouvernements régionaux conseillaient tous le recours aux logiciels libres dans leurs intentions pour cette nouvelle législature, l'entrée en confinement et le recours quotidien et soudain au numérique, s'est fait dans le plus grand des désordres. On a donc une nouvelle fois donné tou-te-s un peu plus nos données et de pouvoir aux Gafam.

Il y a cependant quelques exceptions : l'une se nomme Zourit. Nous vous en parlions dans notre dernière lettre d'infos. Zourit est une plateforme développée par nos collègues des CEMÉA français à destination des associations. Depuis deux mois, elle est aussi ouverte aux écoles... et beaucoup d'écoles à pédagogie active, liées à des mouvements pédagogiques se dotent de l'outil. Comme quoi, la réflexion pédagogique et la réflexion autour des outils numériques sont souvent présentes dans les mêmes lieux. Peut-être parce que ces deux réflexions sont l'une et l'autre éminemment politiques ! Attention donc de ne pas prêcher que des convaincu-e-s !

Il nous semble donc important individuellement de se poser la question de quelles applications, quels logiciels nous aurons adoptés à la fin de cette période. Pourrons-nous nous débarrasser de l'application X qu'on a installée pour voir la classe du petit cadet en visioconférences ? Pourrons-nous arrêter l'usage de tel ou tel outil privateur pour nous relibérer dès que nous en aurons fini avec cette pandémie ?

Vigilance donc !

### Quelques liens pour aller plus loin :

- [Zoom : succès en Bourse, mais critiques en cascade](#) – Les Numériques
- [Zourit, c'est quoi ?](#) – CEMEA France

---

## Nos recommandations du mois : un outil, un article, un podcast, un film

### Un outil pour avancer vers un numérique libre, sûr et éthique

Alternative sécurisée à Wetransfer, Swisstransfer permet d'envoyer de gros fichiers par mail ou avec un lien, avec la garantie que vos fichiers sont chiffrés de bout en bout et conservés pendant une durée maximale de 30 jours sur des serveurs sécurisés basés en Suisse. Vous avez également la possibilité de protéger vos fichiers par un mot de passe.

► [Swisstransfer.com/fr](https://swisstransfer.com/fr)

### Un article

Fairbnb, Fairbooking, Rayon9, Molenbike... des plateformes collaboratives ou coopératives respectueuses de l'environnement, des consommateur-trices, travailleur-euses et citoyen-nes.

► [Une numérisation juste est-elle possible ? Agir par la Culture](#)

### Un podcast

Interview de Bernard Harcourt, philosophe et professeur de droit américain, sur ce qu'il appelle "la Société d'exposition". Une histoire de la surveillance, depuis les « mouches » de Louis XV jusqu'aux GAFAM, avec une grande nouveauté : aujourd'hui, c'est nous qui nous exposons volontiers. Mais aussi des pistes de moyens de résistance.

► [Ce que les pouvoirs gagnent à tout savoir de nos vies"](#)

[Le Code a changé - France Inter](#)

### Un film

« Des caméras de Nice à la répression chinoise des Ouighours, cette enquête dresse le panorama mondial de l'obsession sécuritaire, avec un constat glaçant : le totalitarisme numérique est pour demain. »

► [Tous surveillés - 7 milliards de suspects - Arte](#)





**Mission transversale numérique des CEMEA**  
**Pour un numérique libre, éthique et critique**

**Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active**

Avenue de la Porte de Hal, 39 bte 3 – 1060 Bruxelles

Rue de Sluse 8 – 4000 Liège

Tél. 02/543.05.90 – 04/253.08.40

[numerique@cemea.be](mailto:numerique@cemea.be)

[www.cemea.be](http://www.cemea.be)

Retrouvez-nous aussi sur [Mastodon](#)

---